

Service de la Santé de la Protection Animale et de l'Environnement
Rue Ferdinand Buisson
BP 40019 -62022 ARRAS

ARRAS, le 13/10/2022

Références : DDPP62 2022 05262
Code AIOT : 0056200749

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCIETE D ABATTAGE DES HAUTS PAYS

ZA de la petite Dimerie - Rue du 11 novembre
62310 FRUGES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SOCIETE D ABATTAGE DES HAUTS PAYS, implanté ZA de la petite Dimerie - Rue du 11 novembre 62310 FRUGES. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D ABATTAGE DES HAUTS PAYS(Fruges
- ZA de la petite Dimerie - Rue du 11 novembre 62310 FRUGES
- Code AIOT : 0056200749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 4 août 2020 pour un établissement d'abattage de 40 t/j.
L'installation a été mise en service le 9 décembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Conformité au dossier de demande d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 1.3.1 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 7 | Points de rejet | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.5 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 8 | Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles avant rejet en STEP | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.5.2 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 13 | Contrats | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 8.2.5 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |
| 15 | Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 8.2.7 | Lettre de suite préfectorale | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Impact sur le milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 2.1.2 | Sans objet |
| 4 | Esthétique | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 2.3.2 | Sans objet |
| 5 | Prélèvements et consommation d'eau | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.2.1 | Sans objet |
| 6 | Prétraitement | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.4.1 | Sans objet |
| 9 | Eaux pluviales susceptibles d'être polluées | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.7.2 | Sans objet |
| 10 | Suivi des niveaux de bruit | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 6.2.3 | Sans objet |
| 11 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 7.8.3 | Sans objet |
| 12 | Surveillance des déchets ou effluents à épandre | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 8.2.9.2 | Sans objet |
| 14 | Aménagement des points de prélèvements | Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.6.2 | Sans objet |
| 16 | Mesures dans les unités de référence en situation de vigilance sécheresse | Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées ne présentent d'enjeux et de risques majeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 1.3.1 |
| Thème(s) : Conformité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant le 8 mars 2019 et complétés les 9 mai et 1er octobre 2019. |
| Constats : Plusieurs modifications ont apportées par rapport au dossier déposé : - Modification des chaînes d'abattage porcs et ovins, des zones de ressuage, - Volumes des réserves incendie, - Augmentation de l'abattage de moutons,.... |
| Un dossier de porter à connaissance de toutes les modifications apportées sera déposé à la préfecture (DCPPAT-BICUPE- Section Installations classées) avec de nouveaux plans. Ce dossier précisera aussi les éventuels impacts liés à ces modifications et les mesures mises en oeuvre pour limiter ces impacts. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Impact sur le milieu naturel

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Gestion de l'établissement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes : Les plantations supprimées sont remplacées par des arbustes d'essences régionales, de petite taille sur tout le pourtour de la parcelle, Une haie d'arbres à hautes tiges est mise en place à l'Ouest et au Sud de la parcelle, Les espaces libres intérieurs de la parcelle sont engazonnés et plantés sur environ 50 % de la surface de la parcelle. |
| Constats : Des plantations ont été mises en place sur le pourtour de la parcelle et les espaces libres sur le site sont engazonnés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Esthétique

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 2.3.2 |
| Thème(s) : Intégration dans le paysage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement). Le bâtiment est réalisé avec des matériaux aux coloris proches de la terre et des végétaux : bâtiment administratif et socle bas couleur brun terre, partie haute couleur bronze beige et brun terre avec structure métallique de la couverture vert clair. |
| Constats : Le bâtiment a été construit selon les éléments figurant dans le dossier. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.2.1 |
| Thème(s) : Protection des ressources en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'alimentation en eau est réalisée par le réseau public d'alimentation en eau potable géré par le Syndicat Intercommunal des Eaux et Assainissement de Fruges et Coupelle-Neuve. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Le réseau d'eau potable est équipé de disconnecteurs et clapets pour éviter les phénomènes de retour d'eau. La consommation maximale en eau du site est de 200 m ³ /j. La consommation annuelle est de 24000 m ³ . Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau : raclage à sec des effluents avant nettoyage des stabulations, ramassage des déchets à la source, maintien des paniers et des grilles au niveau des siphons lors des opérations de nettoyage, évacuation directe des contenus digestifs par pompe vers fumière. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est notablement inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Des relevés de consommation d'eau sont effectués toutes les semaines. Le volume relevé est en moyenne inférieur à 100 m ³ /j. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.4.1 |
| Thème(s) : Protection des ressources en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduares qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>L'installation de prétraitement comprend un dégrilleur à maille 6 mm, un poste de relevage équipé de 2 pompes de 45 m³/h chacune, un tamis de maille 500 µm de type séparateur de phase, un bassin tampon comportant 2 pompes alimentant en alternance un dégraisseur aéré raclé avec physico-chimie.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues : vérification hebdomadaire du bon fonctionnement des pompes et du dégrilleur, enlèvement quotidien des refus de dégrillage, nettoyage hebdomadaire du poste de relevage, vérification quotidienne de l'état du tambour et de l'efficacité du nettoyage automatique, nettoyage de la goulotte à déchets.</p> <p>L'installation est équipée de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si un dépassement des valeurs limites imposées est observé, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant si besoin les opérations concernées.</p> <p>Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> |
| Constats : L'installation de prétraitement est mise en place avec dispositif de prélèvement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Points de rejet

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.5 |
| Thème(s) : Protection des ressources en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les eaux usées générées par l'établissement aboutissent après un prétraitement conforme à l'article 4.4.4.1 dans la station d'épuration de Fruges, autorisée par arrêté préfectoral en date du 9 octobre 2012 et exploitée par le syndicat de eaux et d'assainissement de Fruges Coupelle Neuve. Le débit maximum journalier est fixé à 200 m3/j et le débit maximal horaire de 36 m3. Dans les 6 mois à compter de la mise en service de l'installation, une convention est établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration. Les eaux pluviales issues des toitures, voiries et zones de stationnement sont collectées dans un bassin d'orage (utilisé également comme bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie) équipé en aval d'un séparateur à hydrocarbures avant rejet au réseau pluvial communal. |
| Constats : La convention avec le gestionnaire de la station d'épuration n'est pas mise en place. Celle-ci doit être établie et transmise à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet en STEP

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.5.2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----|------|-----|-----|------|-----|------|------|-----|-----------|-----|----|----------|----|----|
| Thème(s) : Protection des ressources en eau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : $\leq 30\text{ }^{\circ}\text{C}$ pH : compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-après définies sur un échantillon moyen journalier :</p> <p>Débit maximum : 200 m³ / jour</p> <table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration maximale en sortie de station de prétraitement en mg/l</th><th>Flux maximal rejeté en Kg/jour</th></tr> <tr> <td>MES</td><td>1200</td><td>240</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>4000</td><td>800</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>2000</td><td>400</td></tr> <tr> <td>N global*</td><td>300</td><td>60</td></tr> <tr> <td>P total*</td><td>50</td><td>10</td></tr> </table> | | | Paramètres | Concentration maximale en sortie de station de prétraitement en mg/l | Flux maximal rejeté en Kg/jour | MES | 1200 | 240 | DCO | 4000 | 800 | DBO5 | 2000 | 400 | N global* | 300 | 60 | P total* | 50 | 10 |
| Paramètres | Concentration maximale en sortie de station de prétraitement en mg/l | Flux maximal rejeté en Kg/jour | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MES | 1200 | 240 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DCO | 4000 | 800 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DBO5 | 2000 | 400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N global* | 300 | 60 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| P total* | 50 | 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Constats : Les résultats fournis montrent à plusieurs reprises un dépassement des valeurs limites en concentration avant rejet dans la STEP pour l'azote, le phosphore , le DCO et DBO5. Cela proviendrait d'un dysfonctionnement au niveau du système de flottation. Une note indiquant l'analyse précise de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en place sera fournie à l'inspection. Les nouveaux résultats seront transmis.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

N° 9 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.7.2 |
| Thème(s) : Protection des ressources en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Le bassin de récupération des eaux pluviales est équipé d'une vanne manuelle en sortie pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs (conditions de fermeture, désignation d'une personne et d'un suppléant) et de traitement de ces eaux polluées. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont analysées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. |
| Constats : Le dispositif de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est mis en place. Des consignes sont établies. Les agents en charge de la maintenance en ont connaissance ainsi que les services du SDIS proches de l'établissement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Suivi des niveaux de bruit

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 6.2.3 |
| Thème(s) : Prévention des nuisances sonores et des vibrations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans zones à émergences réglementées. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. En cas de non-conformité, l'exploitant met en place des mesures afin de respecter les valeurs limites en zone d'émergence réglementée et en limite de propriété. |
| Constats : L'installation a été mise en service le 9 décembre 2021. Une mesure de bruit est prévue avec la société Socotec. Les résultats seront transmis à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 7.8.3 |
| Thème(s) : Prévention des risques technologiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>un système permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>les plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,</p> <p>les dispositifs permettant d'assurer la Défense Extérieure Contre l'Incendie (conforme à la notice D9 transmise) de telle sorte que les Sapeurs-Pompiers puissent disposer d'un volume total d'eau de 500 m³ durant deux heures, dans un rayon de 150 mètres, par voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre et en dehors des flux thermiques.</p> <p>La défense incendie est assurée par un poteau incendie d'un débit de 60 m³/h implanté à proximité du site et complétée par 2 citernes incendie (type souple) d'un volume de 300 m³ et 240 m³ mises en place sur le site conformément au plan fourni en annexe.</p> <p>L'exploitant est tenu de consulter le SDIS pour avis technique et référencement des ouvrages avant réalisation.</p> <p>Chaque réserve incendie est entourée d'une clôture de sécurité d'une hauteur supérieure à 2 mètres.</p> <p>Chaque réserve est accessible en tout temps par les engins d'incendie, voirie avec portance minimum de 160 kN, implantée à plus de 30 m des bâtiments et en dehors des flux thermiques. La réserve est signalée conformément à la norme NFS 61-221. Une ou des plate-formes d'aspiration de 32 m² minimum (1 par tranche de 120 m³) accessibles en tout temps par les engins d'incendie, sont aménagées et équipées de poteaux/puisards d'aspiration hors gel.</p> |
| <p>Constats : Le dossier prévoyait 2 réserves d'un volume de 300 m³ et 240 m³</p> <p>2 réserves incendies de 300 et 200 m³ ont été mises en place. Cette modification devra être déclarée. Mais la prescription imposée est respectée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Surveillance des déchets ou effluents à épandre

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 8.2.9.2 |
| Thème(s) : Epandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents ou déchets sont analysés lors de la première année d'épandage et lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments traces métalliques et composés organiques.</p> <p>Ces analyses portent sur :</p> <p>La valeur agronomique : matière sèche (en %); matière organique (en %) ;rapport C/N ; pH ; azote global; azote ammoniacal (en NH₄) ; phosphore total (en P₂O₅) ; potassium total (en K₂O); calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ;</p> <p>Les teneurs en éléments traces métalliques : cadmium, chrome, cuivre , mercure, nickel, plomb, zinc ;</p> <p>Les teneurs en composés traces organiques : PCB, fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène.</p> |
| <p>Constats : Des analyses, dont les résultats figurent dans le le plan prévisionnel d'épandage 2022, ont été réalisés pour l'ensemble des paramètres requis.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Contrats

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 8.2.5 |
| Thème(s) : Epandage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes : - Producteur de déchets, sous produits ou d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage, - Producteur de déchets, sous produits ou d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée. |
| Constats : Une modification est intervenue au niveau des exploitants : Les parcelles de l'EARL Dubreucq ont été reprises par l'EARL des 2 deux Censées. Dans ce cas, un nouveau contrat, complété et signé doit être établi entre l'exploitant de l'abattoir et l'agriculteur et transmis à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Aménagement des points de prélèvements

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 4.4.6.2 |
| Thème(s) : Protection des ressources en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur. |
| Constats : Un dispositif de prélèvement est mis en place au niveau de la station de prétraitement, à la sortie du flottateur, ainsi qu'un point de mesures. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 15 : Dispositifs d'entreposage et dépôts temporaires

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2020, article 8.2.7 |
| Thème(s) : Epannage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas sources de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.</p> <p>Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>L'exploitant dispose d'une capacité d'entreposage des déchets ou effluents suffisamment dimensionnée pour assurer le stockage correspondant à la période la plus longue durant laquelle l'épandage est soit impossible, soit interdit.</p> <p>Les boues de décantation sont stockées dans la fosse enterrée située au niveau du dessableur déshuileur. Elle dispose d'une capacité de 20 m³.</p> <p>Les fumiers et matières stercoraires sont stockés dans 2 bennes situées dans un hangar couvert sur le site de l'abattoir. La capacité totale des bennes est au minimum de 60 tonnes afin de respecter une durée de stockage d'au moins 2 mois en fumière, avant reprise pour stockage en bout de champ ou épandage sur les parcelles mises à disposition.</p> <p>Le dépôt temporaire d'effluents, après 2 mois en fumière, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, doit respecter les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 8.2.8 du présent arrêté, sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée, • le tas est constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau et ne doit pas dépasser 2,5 m de hauteur, • le stockage est interdit dans les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et les zones d'infiltrations d'eau, • les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou • une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; • le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; • la durée maximale ne doit pas dépasser 9 mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans, • le tas n'est pas présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf conditions particulières sur un lit d'environ 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (paille) ou en cas de couverture du tas, • le dépôt est renseigné dans le cahier d'épandage (date de dépôt, reprise, îlot). <p>Constats : Il a été déclaré lors de l'inspection que l'enlèvement des bennes de stockage du fumier s'effectuait par rotation d'une benne toutes les 2 semaines, soit un stockage d'environ 1 mois.</p> <p>Ce fonctionnement ne respecte pas la durée réglementaire de stockage de 2 mois avant dépôt en bout de champ, celle-ci étant d'ailleurs reprise dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Des mesures seront mises en place pour que les effluents soient stockés en fumière 2 mois avant le dépôt en bout de champ.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 16 : Mesures dans les unités de référence en situation de vigilance sécheresse

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 5 |
| Thème(s) : Préservation de la ressource en eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La situation de vigilance n'impose aucune mesure de restriction mais invite les usagers à réduire leurs consommations d'eau et à éviter les utilisations qui ne sont pas indispensables, afin de prévenir l'instauration de mesures de restriction. |
| Constats : Des mesures ont été mises en place afin de réduire la consommation en eau : rationalisation des abattages en limitant les abattages de plusieurs espèces sur la même journée, récupération des eaux pluviales pour le nettoyage de la bouverie,... |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

